



Association Internationale
des Sociologues de Langue Française

Le Petit Bulletin d'information N° 54

1. Offre de poste

à l'Unter College de New-York, USA
Assistant or Associate Professor in Sociology (US)

Deadline/Date limite : 15 October 2007

Hunter College of the City University of New York invites applications from sociologists who may be interested in working in our Master's program in Social Research (MSSR). The successful candidate will have :

- a Ph.D in sociology ; expertise in one or more fields of applied sociology and quantitative methodology ;
- an interest in guiding a successful and innovative graduate program. He or she will also be expected to teach some undergraduate courses, preferably in economic sociology, social movements and/or law and society.

We are seeking **an assistant or associate professor**. The rank and salary will be determined on the basis of qualification and experience.

Interested parties may consult our web page

<<http://maxweber.hunter.cuny.edu/socio/>> to get more information about the college and our graduate program in social research.

Hunter College, a constituent member of the City University of New York, is an equal opportunity/affirmative-action employer.

**Please send applications by mail, by the 15th of October 2007, to
Robert Perinbanayagam, Chair, Department of Sociology,
Hunter College, 695 Park Avenue, New York, NY 10065.**

Letters of recommendation and other relevant material may also be sent to the same address.

Source Karl Van Meter < Karl.Vanmeter@ens.fr >



2. Communiqué

Sociolog : pour mieux appréhender la sociologie

**Un site internet francophone qui propose
des exercices pratiques d'analyse du monde social.**

< www.sociolog.be >

Créé à l'initiative de Nathalie Rigaux, professeure de sociologie aux Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, et de son équipe, le site *Sociolog* est un projet coopératif de partage des ressources favorisant l'appropriation active de concepts sociologiques.

Sur ce site belge en libre accès, les auteurs proposent des exercices qui permettent d'apprendre à analyser, au départ de concepts et d'auteurs clés de la sociologie, des matériaux de types divers : photographies, données statistiques, articles de la presse écrite ou audiovisuelle, extraits de fictions littéraires ou cinématographiques, extraits d'interviews

de recherche, etc. Le site présente aussi des corrigés pour un certain nombre d'exercices.

« Dans la mesure du possible, nous voulons amener les étudiants à utiliser les concepts vus et exposés lors du cours théorique dans l'analyse de situations ou de documents issus du monde social réel », précisent les animatrices du site. Les responsables scientifiques du projet *Sociolog* sont Nathalie Rigaux, qui enseigne par ailleurs l'anthropologie et la méthodologie des sciences sociales, et Anne Piret, sociologue, qui travaille dans un programme de formation pour la réorientation d'étudiants en décrochage, qu'entoure une équipe d'assistants de recherche à la Faculté des sciences économiques, sociales et de gestion des Facultés universitaires Notre-Dame de la Paix à Namur, en Communauté française de Belgique.

Source <www.auf.org/article729.html> & <amelie.pierre@fundp.ac.be>



3. Appel à communication

Colloque
Communauté et développement
DLAC-CERES¹
Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche Scientifique
24-26 octobre 2007, Tunis, Tunisie

Date limite du dépôt de propositions : 30 juillet 2007

Texte d'appel

Quoique ait pu faire la Révolution Industrielle, à l'échelle internationale et locale, pour transcender la communauté dans les actions de développement, cette dernière demeure la pierre angulaire de tout changement social. L'avènement des classes sociales entreprenantes dans les temps modernes, dont le marxisme a probablement le mieux stigmatisé l'apparition et la genèse, l'avènement de l'Etat providence, comme phénomènes concomitants, ne sont pas venus à bout de la communauté. Tonniès en a brossé, dès 1887, les contours et défini le contenu : la *Gemeinschaft*. Celle-ci serait-elle à opposer à « société », la *Gesellschaft* ? En offre-t-elle le change ? Ou bien est-elle habilitée à en constituer la trame essentielle ?

Cependant on peut distinguer sur cette question des sociétés au sein desquelles les communautés se sont dissoutes sous l'effet de la modernisation économique et de ses effets sociaux, urbanistique et culturels. Le développement de l'individualisme dans les sociétés économiquement très développées a fait éclater les communautés.

Aujourd'hui il y a une tendance à revaloriser la communauté dans ces pays notamment celle de la famille et aussi à travers l'idée d'entraide dans les projets de développement local.

En termes d'articulation avec le développement, la communauté pourrait favoriser ce qu'on a appelé « le tiers secteur », celui qui n'est soumis ni à la logique de l'Etat (Plan, dirigisme) ni à la logique privée (dont les aspects institutionnels ont été ravis pour l'essentiel par le marché). Le tiers secteur renfermerait, en son sein, les prémisses d'une *économie sociale* où les entreprises économiques capitalistes seraient déclassées au profit des coopératives, des mutuelles et de toute association de production soustraite aux deux autres secteurs : l'essentiel étant de favoriser les principes de solidarité et de coopération au détriment du principe du profit.

¹ Unité de Recherche « Développement Local-Approches Comparées ». Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales de Tunis. Coordination et informations : laroussi_amri@yahoo.com

Mais telle n'a pas été la seule finalité de la communauté investissant les activités économiques comme vecteur du développement. La communauté, à contrario, fonctionne aussi dans une logique de profit et peut même, en dehors du tiers secteur, tenir la dragée haute aux sociétés les plus capitalistes qui soient, en terme de productivité, de concurrence, de réduction de coûts de production et d'écoulement des produits.

C'est dans une optique d'apporter son obole à une telle entreprise, portant sur le « paradoxe » de la Communauté, en tant que concept, que l'Unité de Recherche Développement Local-Approches Comparées, (DLAC), en collaboration avec le Centre d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales (CERES), envisage d'organiser un Colloque International autour du thème de la communauté en articulation avec les questions du développement. Pour cela les axes suivants sont proposés à la réflexion :

Premier axe : Communauté et « réussite économique »

Une des conditions de « réussite économique » est, au regard de plusieurs exemples d'illustration, l'existence d'une communauté porteuse du projet économique. L'exemple des Chinois qui émigrent avec leurs projets est notoire. À l'échelle locale de la Tunisie, l'exemple de réussite communautaire des Djerbiens (originaires de l'île de Djerba) dans le petit commerce rejoint la leçon observée à l'échelle internationale. On peut citer aussi le récent développement économique de la Vénétie qui repose pour l'essentiel sur les communautés familiales (exemple *Benetton*). Quels sont donc les mécanismes de cette réussite ? Peut-on parler d'une conversion de la solidarité communautaire en leviers de réduction des coûts de production, moyen par lequel on affronte la compétition et la concurrence déployées par les entreprises régies par des principes non communautaires ? Peut-on en déduire que la communauté peut faire bon ménage, au sein d'une même entreprise, avec la rationalité économique, avec la gestion des ressources humaines et le sens de la productivité ?

Deuxième axe : Communauté et mobilisation de la tradition

Qu'en est-il quand le capital de l'entreprise est tenu par la famille (en totalité ou en majorité), quand les actions sont dominées par une seule famille ? Quand ceci peut-il constituer un avantage ? Quand, au contraire, il constitue un inconvénient ?

La tradition englobe aussi le sens du patrimoine, de sa gestion, de son renouvellement et de sa transmission ; qu'en est-il quand une seule composante humaine (appartenance commune d'ordre régional ethnique ou même national dans le management d'une entreprise) détient en quasi-exclusivité le processus ?

La tradition touche aussi le système de solidarité qui régit une entreprise ou le cours de la réalisation d'un projet. Qu'en serait-il quand cette solidarité est de type communautaire, dans le sens traditionnel du mot (mécanicité des soutiens, verticalité du système d'autorité et d'organisation, oralité du système de communication interne, mécanismes de formation de la décision selon des canaux d'affinité parentale, régionale, etc.) ?

Troisième axe : Communauté et ethno-développement

L'ethno-développement a constitué, dans certains cas, une planche de salut pour les sociétés ou les groupes qui n'ont pas connu (pays du sud notamment) les gestations initiées par l'avènement de la Révolution et/ou de l'ère industrielle. A ce que la Révolution Industrielle implique comme type de rationalité dans les agrégats formant le développement (entreprise, production, patrimoine, croissance), l'ethno-développement a proposé, en alternative, une maîtrise de ces paramètres et de ces agrégats grâce à une mobilisation des ressources régionalistes (Sfax, Tunisie, par exemple), occasionnant ainsi la constitution de prémisses de « pôles de développement » que certains n'ont pas hésité à comparer, sous certains aspects, aux « districts industriels » tels qu'ils ont été constitués en Europe. Qu'en est-il pour les pays du sud, dont, bien entendu, le monde arabe, le Maghreb et toute l'Afrique, zones privilégiées du colloque ?

Quatrième axe : Communauté et territoire

L'avènement du concept « territoire » n'a pas exclu « la communauté » du moment qu'on parle de développement communautaire, d'organisation communautaire des projets de développement, de méthodes communautaires de mobilisation territoriale. Tout aussi bien dans les pays du nord (industrialisé) que dans les pays du sud (à dominante agraire pour l'essentiel). La perception du territoire, son organisation, sa mobilisation, bref son développement incluent la (ou les) communauté(s) qui y réside(nt). C'est une dimension aussi bien géographique et démographique que sociologique, ethnologique et anthropologique : Elle concerne le relevé des sites de

développement, le poids de la population, mais aussi l'intégration des acteurs et leur mobilisation, les systèmes de représentations qui les animent, sans oublier les types de culture auxquels ils appartiennent.

Cinquième axe : communauté et communautarisme

Quelles relations entretiennent les communautés immigrées avec l'Etat. Quelles perceptions ont-elles de ce dernier ? Tendent-elles à s'en méfier, soupçonnant sa volonté à les intégrer comme une tentative à les dissoudre en tant que tels, ou bien oeuvrent-elles à l'investir et à en utiliser les pouvoirs, souvent étendus, pour s'imposer au reste de la « nation » d'ailleurs perçue, par ces mêmes communautés revendicatives, sous l'angle d'un autre communautarisme. A titre d'illustration, les Noirs, les Maghrébins, les Italiens, les Chinois,...en France, forment-ils des communautés ? Leurs revendications et leurs demandes de reconnaissance ethnique constituent-elles des formes d'opposition à l'Etat ?

Sixième axe : la Communauté est-elle une unité pertinente d'analyse pour les questions du développement ?

Qu'elle épouse l'échelle de la famille (dans toutes ses tailles et ses formes), de l'*ikh* (à référence marocaine), de la tribu, du quartier, du village ou de la paroisse pour le cas des espaces ruraux de certains pays chrétiens du sud, Brésil, Liban, Pays d'Afrique noire, et enfin de la cité, la communauté semble régir les conceptions du développement et les modes de sa réalisation concrète. Autant le concept de « classe sociale » a été traité dans l'abstraction de son contenu dans les Plans de développement diligentés par les Etats ou initiés par les organismes internationaux et même, parfois, instruits par les chercheurs et les experts, autant le concept de « communauté » exige davantage d'intérêt porté aux caractères spécifiques, singuliers et non répétitifs. Les aspects qui touchent les questions procédurières du développement sont ici, de ce fait, intimement imbriquées avec les approches théoriques. Ce paramètre heuristique focalisé sur l'aspect croisé et dialectique, augure de sciences sociales qui allient le procédurier au conceptuel, le théorique à l'empirique, le grand au petit, l'amplitude des visions du développement à la méticulosité des cas considérés, confortant ainsi des paradigmes allant dans le sens de l'ethnoscience, de l'ethno-méthodologie, pour ne renvoyer qu'à Garfinkel, ou de l'analyse concrète d'une situation concrète pour revenir à une expression heureuse produite par le marxisme et qu'on a tendance à occulter.

De Marx à Garfinkel, sans occulter le relais de Tonniès, en prolongeant (*forward*) avec Habermas et en remontant (*backward*) à la *New Harmony* (domaine de « la communauté immergée », 1824) d'Owen, en passant par le *phalanstère* fouriériste et le *mutuellisme* proudhonien pour marquer des repères, disons arbitraires, qu'en est-il, au-delà de l'histoire de la notion de « communauté », de ses genèses liées au développement dans les pays du sud : sa résistance face à des concepts comme « classe sociale » ou « Etat providence » témoigne t-elle d'une longévité circonstanciée ou bien s'agit-il d'un produit heuristique séculaire, à durabilité indéterminée. La communauté serait, dans ce dernier cas, une unité pertinente d'analyse de premier ordre. Cette dernière assertion, sans avoir le profil d'une prophétie, peut-elle être confortée, à tout le moins, par l'annonce imminente de l'entrée en scène du principe de subsidiarité dans l'organisation politique ? Ce principe est de nature à se substituer au système de la démocratie, qui sera ainsi à renvoyer, probablement, à ses calendes grecques.

**Dernier délai de remise des demandes de participation
et des abstracts : le 30 juillet 2007.**

Comité scientifique

Laroussi Amri (Université d'el Manar), Pierre Teisserenc (Université Paris XIII), François Vedelago (Université Montaigne, Bordeaux 3, Mongi Boughzala, (Faculté des Sciences Economiques et de Gestion, Tunis), Laurence Michalak, (Centre Américain d'Etudes Maghrébines, Tunis).

Source "François Vedelago" < vedelago_francois@yahoo.fr >



4. Manifestation

Journées d'Études Internationales

L'âge et le pouvoir en question. Intégration et exclusion des personnes âgées dans les décisions publiques et privées.

10 -11 septembre 2007 à l'Université René Descartes - Paris 5
45, Rue de Saints-Pères, F – 75006 Paris

Ces rencontres ont été initiées par le Réseau Thématique 7 de l'Association Française de Sociologie (AFS), le Comité 6 de l'Association Internationale des Sociologues de Langue Française (AISLF), ainsi que le Réseau d'Étude International sur l'Age la Citoyenneté et l'Intégration Socio-économique (REIACTIS). Elles seront accueillies par le laboratoire GEPECS (l'Université Paris V).

JOURNEE 1 : Pouvoir et influence d'un groupe social dans un monde en vieillissement

Comment les démocraties peuvent-elles faire face aux catégories d'intérêts liés au vieillissement dans le cadre des réformes de leurs politiques sociales ? Peut-on parler d'inégalité intergénérationnelle ? Doit-on craindre un déséquilibre un déséquilibre entre les politiques publiques à destination des plus jeunes et la politique de la vieillesse ? La première journée tentera de s'interroger sur les rapports de force qui pèsent sur les décisions publiques et les mouvements qui les animent.

JOURNEE 2 : Le pouvoir comme relation sociale : contextes, pratiques professionnelles et dispositifs à destination des personnes âgées fragiles

Comment les personnes âgées en situation de fragilité peuvent-elles conserver le pouvoir sur leur existence et leurs choix ? En quoi les politiques publiques et les pratiques professionnelles peuvent-elles aider à intégrer les individus dans les décisions aux différents moments de fragilité ? L'objectif de la deuxième journée est de dresser le bilan et d'ouvrir des perspectives sur cette problématique.

4 séances plénières et 11 tables rondes, séances de posters présentant les résultats des recherches – actions, dédicaces d'ouvrages en sociologie du vieillissement, échanges et débats avec les professionnels.

Comité scientifique :

Marie Beaulieu (Ca), Vincent Caradec (F), Michèle Charpentier (Ca), Anne-Marie Guillemard (F), Cornelia Hummel (Ch), Monique Legrand (F), Isabelle Mallon (F), Simone Penneç (F), Daniel Réguer (F), Jean-Philippe Viriot Durandal (F), Didier Vranken (B), Daniel Thomas (Qc, Ca).

Pour contact et inscriptions : reiactis.org@gmail.com

Programme disponible sur le

Site : <http://perso.numericable.fr/~sitedurtf7/je2007.htm>

Bulletin d'inscription

Journées d'Étude

L'âge et le pouvoir en question

**Intégration et exclusion des personnes âgées dans les décisions publiques et
privées**

10 -11 septembre 2007

**Université Paris V - René Descartes
45 rue de Saints Pères – Paris**

Nom : Prénom :
 Organisme : Fonction :
 Adresse :
 Code Postal : Ville : Pays :
 Téléphone : Courriel :

Participera à :

		Oui	Non
JOURNÉE du 10 septembre	Pouvoir et influence d'un groupe social dans un monde en vieillissement (<i>inscription aux tables rondes ci-dessous</i>)		
	Déjeuner-poster (12h – 14h)		
	Cocktail dinatoire (à partir de 19h30)		
JOURNÉE du 11 septembre	Le pouvoir comme relation sociale. Contextes, pratiques professionnelles et dispositifs à destination des personnes âgées fragiles (<i>inscription aux tables rondes ci-dessous</i>)		
	Apéritif-point rencontre (12h – 14h)		

Choix des Tables Rondes

(Une table ronde par demi-journée au choix – cocher la table ronde souhait)

Journée du 10 septembre - POUVOIR ET INFLUENCE D'UN GROUPE SOCIAL DANS UN MONDE EN VIEILLISSEMENT

	MATIN*		APRES-MIDI*
	Table ronde 1 L'« âge du capitaine » et le pouvoir des « vieux » sur la société : Regards croisés Afrique, Amériques, Asie		Table ronde 4 Construire les politiques publiques en collaboration avec les retraités. Intégration et exclusion d'un groupe social dans les décisions publiques...
	Table ronde 2 Une autre forme de pouvoir ? La participation sociale des retraités		Table ronde 5 Défense des intérêts des retraités : lobbies et "pouvoir gris": Organisations, alliances et formes de pouvoirs
	Table ronde 3 Le pouvoir a-t-il et un sexe et un état civil ?		Table ronde 6 Défense du droit de vieillir n'est pas un monopole. Au-delà des organisations de retraités : seniors actifs, organisations professionnelles, associations de familles et de malades... défenseurs du droit de vieillir dans nos sociétés contemporaines ?

*Cocher l'une des tables rondes au choix.

**Journée du 11 septembre - LE POUVOIR COMME RELATION SOCIALE.
CONTEXTES, PRATIQUES PROFESSIONNELLES ET DISPOSITIFS A
DESTINATION DES PERSONNES AGEES FRAGILES**

	MATIN*		APRES-MIDI*
	Table ronde 7 L'intégration des personnes âgées dans les décisions en institution		Table ronde 9 Les espaces de décision en situation de vulnérabilité
	Table ronde 8 Transformation du pouvoir au fil de l'âge		Table ronde 10 Pratiques professionnelles et maintien du pouvoir sur soi et son environnement
			Table ronde 11 La construction des politiques publiques autour du vieillissement et l'intégration de la dimension décisionnelle

*Cocher l'une des tables rondes au choix.

Tarifs* :

Institutionnel : 80 €

Etudiants et retraités : 25 €

Membres AISLF, AFS, Paris V et intervenants : Gratuit

* Cette participation comprend : les pochettes remises aux participants, les pauses-café, le déjeuner-poster, le cocktail dinatoire et l'apéritif-point rencontre.

Le nombre de places est limité, l'inscription est obligatoire. Merci de retourner votre bulletin, accompagné de votre règlement par chèque à l'ordre du REIACTIS, à l'adresse suivante :

REIACTIS - 73 rue de Clery - 75002 Paris

Une confirmation d'inscription sera adressée à réception.

(Pour les membres de Paris V, AISLF, AFS et les intervenants, l'inscription peut-être faite par courriel)

Pour tout renseignement : reiactis.org@gmail.com

Source <elena.mashkova@free.fr>



5. Les dernières publications des membres de l' AISLF

Colette Bec, *De l'État social à l'État des droits de l'homme ?*, Presses universitaires de Rennes, coll. « Res Publica », 2007, 237 p.

Beaucoup a été dit sur l'offensive économique du « grand tournant néolibéral » et ses conséquences sur le système de protection sociale : réduction des sécurités, retour de la vulnérabilité sociale... On a beaucoup moins souligné ce que l'on peut appréhender comme l'autre face de ce phénomène : l'irruption dans le champ des politiques sociales de la philosophie des droits de l'homme dont la notion centrale de dignité est en passe de devenir le nouveau référentiel. Elle est au principe des changements qui affectent l'Etat social sous les coups de l'économisme ambiant. La visée organisatrice de la société, l'ambition d'une émancipation individuelle et collective qu'il portait, laissent place à une visée correctrice des « défaillances » du marché. Sa source de légitimité est désormais moins puisée dans un projet politique de « faire société » que dans une volonté affichée, revendiquée d'attribuer des droits à des individus qui paraissent de plus en plus affranchis des exigences du collectif. Telle semble être la mutation majeure qu'a connue l'Etat social depuis les trois dernières décennies.

Le présent ouvrage entend prendre la mesure de ces mutations à partir des transformations du droit du travail dans ses deux fonctions, celle de codification des relations professionnelles et celle de facilitation d'accès au marché du travail via les politiques de l'emploi. Au-delà, c'est à une réflexion sur la place du droit dans notre société, sur ses usages politiques et sociaux, que l'auteur nous convie

Bernard Convert et Lise Demailly, *Les groupes professionnels et l'internet*, Paris, l'Harmattan, Coll. Logiques sociales dirigée par **Bruno Péquignot**, 2007.

Médecins, éleveurs, bibliothécaires, artistes, chercheurs... pour beaucoup de professions, l'internet a changé, plus ou moins radicalement, le contenu de leur métier. Pour les uns il sert de bibliothèque ou d'université, pour d'autres d'agence de recrutement ou de vitrine, pour d'autres encore de coindétente ou de place publique, de cabinet de consultation ou d'atelier...

Dans ce livre, Bernard Convert et Lise Demailly examinent les usages que les différentes professions font de l'internet et la façon dont, en retour, l'internet transforme ces professions, modifie leurs pratiques, change leur identité, affaiblit ou renforce leur pouvoir.

Renvoyant dos à dos utopistes et sceptiques, ils montrent que l'internet est à la fois porteur de promesses et de dangers et qu'il n'y a pas, là comme ailleurs, de déterminisme technologique simple. Les possibilités nouvelles qu'offre l'internet seront exploitées en fonction des intérêts, collectifs ou particuliers, qu'elles servent, au sein des professions elles-mêmes ou au sein de leur public et avec celui-ci.

Bernard Convert est sociologue, chercheur au CNRS (CLERSÉ-Université de Lille 1).

Lise Demailly est sociologue, professeur à l'Université de Lille 1.

Jacques T. Godbout, *Ce qui circule entre nous. Donner, recevoir, rendre*, Paris, Éditions du Seuil, Coll. La couleur des idées, 2007, 398 p.

La pensée dominante assure que ce qui circule entre les hommes se définit essentiellement par l'échange marchand. Or le lien social n'est pas seulement fait de calculs et d'intérêts réciproques. Fondateur de la pensée libérale, Adam Smith l'avait pressenti il y a deux siècles, et avançait le concept de sympathie puissant ressort de l'action humaine que les neurosciences mettent aujourd'hui en évidence. Plus tard, c'est Marcel Mauss qui posera les bases théoriques d'une véritable pensée du don. Sur le bénévolat, le don d'organes, certes ; mais aussi sur la famille, l'art, la justice et même, pourquoi pas, la rationalité instrumentale ; sur la théorie des jeux et l'analyse stratégique, que nous apprend aujourd'hui le modèle du don ? Pourquoi le don est-il toujours et partout présent ? Même quand, apparemment, il n'a plus de raison d'être, nous constaterons qu'il est là, malgré tout. Car le don ne se réduit pas à la bienveillance qui fonde la morale, ni à la pitié ou la compassion de Schopenhauer décriée par Nietzsche. Le don est dangereux, comme le rappelle ce mot de Confucius : « Pourquoi m'en veux-tu autant ? je ne t'ai pourtant rien donné. » Le don fait appel à une multitude de « passions » : honneur, prestige, image de soi... En se bornant à étudier la seule circulation marchande, les théoriciens du libéralisme occultent tout un pan de la réalité sociale et contribuent, sans le vouloir, à la désespérance générale.

Fruit de dix années de recherches, cet ouvrage, en s'intéressant aux échanges humains qui ne passent pas le marché ou la redistribution publique, veut nous aider à mesurer les limites de la mondialisation marchande.

Jacques T. Godbout, est sociologue et professeur émérite à l'Institut national de la recherche scientifique (Université du Québec). Il est membre du conseil de la direction de la Revue du MAUSS.

Jean-Philippe Melchior, *35 Heures chrono ! Les paradoxes de la RTT*, Paris, l'Harmattan, Coll. Logiques sociales dirigée par **Bruno Péquignot**, 2007.

Le dispositif des lois Aubry visait à créer des emplois. Or, la Réduction du Temps de Travail (RTT) n'a pas vraiment produit les effets escomptés. La RTT visait à libérer en partie l'individu du travail. Or, ces dernières années ses conditions d'exercice n'ont jamais été si tendues. Course à la productivité, surveillance des objectifs, obsession de l'efficacité : de nombreux salariés voient désormais leur vie envahie par les obligations professionnelles. L'intensification des tâches et une flexibilité, généralement non choisie, entraînent logiquement un besoin accru de coupure avec le travail qui le rende supportable et autorise, sinon la détente, du moins la décompression ! Or ce besoin est loin d'être satisfait partout, car la RTT a ses privilégiés et ses laissés-pour-compte...

Ce livre rend compte de l'ambivalence des 35 heures, de ses modalités inégales d'application et des situations contrastées qu'elles génèrent. Il est le fruit d'une enquête approfondie menée sur le terrain auprès des salariés de la distribution, de la métallurgie et du secteur social. Leurs témoignages amènent à s'interroger sur l'utilisation du temps libre et les nouvelles formes d'organisation du travail.

Jean-Philippe Melchior, *docteur en sciences politiques et en sociologie, est enseignant à l'Université du Maine et membre du laboratoire Genre, Travail et Mobilités. Sa recherche en sociologie porte principalement sur les évolutions de l'organisation du travail. Il a par ailleurs consacré plusieurs ouvrages aux mutations contemporaines des structures politiques – Partis, État, Union Européenne – dans le contexte de la mondialisation.*

Rubin Pohor, *École et Développement. Contribution des Églises protestantes de Côte d'Ivoire*, Abidjan, Éditions UCAO, Distribué en librairie, 2007, 315 p.

Ce livre constitue une étude fouillée sur les Églises protestantes de la Côte d'Ivoire et leur action éducative dans ce pays. Il analyse l'organisation interne de l'enseignement protestant, ses objectifs, ses programmes, ses méthodes pédagogiques et ses stratégies. Il souligne avec justesse les caractéristiques du régime de conventions qui lie les Églises à l'État pour ce qui est des écoles confessionnelles. Il montre bien, en retraçant l'histoire de la formation des différentes Églises protestantes, comment celles-ci ont été amenées à créer des établissements scolaires. Il insiste sur l'intérêt de l'utilisation des langues africaines et montre comment les missionnaires protestants les ont valorisées ; notamment par la traduction de la Bible. Tout ce processus d'éducation a considérablement contribué à l'expression culturelle de la personnalité ivoirienne, au développement économique et à la formation du citoyen.

Enfin, cette recherche révèle et souligne que, ce qui fait la force des Églises protestantes, c'est-à-dire leur diversité et la forte autonomie des différentes communautés d'une même Église, constitue également « la précarité protestante » et rend difficile une union face à l'État quand elle paraît nécessaire. Ce mal protestant trouve son origine dans les caractéristiques sociologiques du protestantisme qui, par essence ou par vocation, est enclin à l'émiettement dans l'éclatement institutionnel ou à l'existence des courants contradictoires

Rubin Pohor est titulaire d'un doctorat de l'École Pratique des Hautes Études de Paris IV en Sorbonne, d'un Diplôme d'Étude Approfondie en Histoire des Religions et Anthropologie religieuse de l'École doctorale Histoire des Religions et Anthropologie religieuse de Paris IV en Sorbonne et d'un diplôme d'Étude Approfondie en Théologie de Faculté Libre de Théologie Évangélique de Vaux-sur-Seine.

Il est enseignant-chercheur au Département d'Anthropologie et de Sociologie de l'Université de Bouaké (Côte d'Ivoire); Il est aussi chargé de cours d'Éthique, d'Histoire et de Sociologie des Religions à la Faculté de Théologie Évangélique de l'Alliance chrétienne (FATEAC). Il fut pasteur au sein de l'Alliance des Églises Évangéliques de Côte d'Ivoire (1986 à 1989) ; depuis 1995, il enseigne dans les instituts de formation biblique et théologique en Afrique de l'Ouest et directeur de l'Institut Pastoral Hébron à Bouaflé (1999 à 2006).

Il a publié plusieurs articles sur les Protestantismes en Côte d'Ivoire; en collaboration avec le Ministère des Cultes et de l'Intérieur de Côte d'Ivoire, il a conduit plusieurs enquêtes dont celles sur « Les rapports de l'État avec les Religions et Cultes en Côte d'Ivoire » et sur « Le répertoire des Religions en Côte d'Ivoire ».

Florence Osty, Renaud Sainsaulieu et Marc Uhalde, *Les mondes sociaux de l'entreprise - penser le développement des organisations*, Paris, La Découverte, Coll. Entreprise & société, 2007, 308 p.

Une enquête de grande ampleur a été menée dans les années 1990 auprès d'une centaine d'organisations françaises de toutes tailles : entreprises privées, publiques, administrations. Leur fonctionnement socioéconomique a été finement analysé dans ses différentes dimensions (stratégies de gestion, modes d'organisation, mais aussi cultures de travail et formes de relations entre acteurs) ; cette analyse fait apparaître des « mondes sociaux d'entreprise », apportant un regard neuf par

rapport aux typologies classiques (par taille ou secteur d'activité).

En 1995, Renaud Sainsaulieu, Isabelle Francfort, Florence Osty et Marc Uhalde publiaient un ouvrage – devenu depuis une référence – restituant les résultats de cette enquête. La présente édition en propose une refonte complète actualisée, plus synthétique et accessible. Les données de l'enquête y sont confrontées aux récents débats d'interprétation de l'évolution du monde du travail et des organisations : identité par le travail, processus de modernisation, nouvelles formes de domination dans les entreprises, etc. Un nouveau chapitre complète les analyses initiales sous l'angle des processus de changement et des conditions pratiques d'intervention dans les entreprises, répondant ainsi à l'évolution de la recherche et à l'intérêt croissant des praticiens pour les sciences sociales. L'ouvrage offre par ailleurs un panorama des recherches récentes menées sur le monde du travail. Un ouvrage essentiel pour les étudiants, experts et décideurs socio-économiques cherchant des grilles d'analyse du fonctionnement social des organisations.

Florence Osty, diplômée de Sciences Po Paris, docteure en sociologie, auteur de Le désir de métier. Engagement, identité, reconnaissance, (Presses Universitaires de Rennes, 2003).

Marc Uhalde, diplômé du Celsa, docteur en sociologie, auteur de L'intervention sociologique en entreprise (dir., Desclée de Brouwer, 2001). Tous deux sont chercheurs au LISE (Laboratoire Interdisciplinaire pour la Sociologie Economique), Cnam-Cnrs et co-directeurs de l'Executive Master « Diagnostic social et stratégie de changement », Sciences Po Direction de la Formation Continue.

Renaud Sainsaulieu (1935-2002), a été professeur des universités à l'Institut d'études politiques de Paris et fondateur du Laboratoire de Sociologie du changement des Institutions (CNRS). Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont L'identité au travail (Presses de la FNSP, 1977), Sociologie de l'entreprise. Organisation, culture et développement (Presses de la FNSP et Dalloz, 1997), Des sociétés en mouvement. La ressource des institutions intermédiaires (Desclée de Brouwer, 2001).

Jean-Marc Stébé, Hervé Marchal, La sociologie urbaine, Paris, PUF, Que sais-je ?, Coll. Encyclopédique, 2007, 127 p. <www.quesais-je.com>

L'hypothèse d'Henri Lefebvre, qui envisageait en 1970 une urbanisation totale de la planète, se vérifie de plus en plus. En un siècle, le nombre de citadins au niveau planétaire a en effet été multiplié par douze. La moitié de la population mondiale réside dans une ville, soit près de trois milliards de personnes : il devient plus que nécessaire de réfléchir à l'urbain, au citadin et aux rapports qu'ils entretiennent. C'est dans cette perspective que la sociologie urbaine apporte, depuis plus d'un siècle, des éléments de compréhension au phénomène urbain.

En présentant les grandes perspectives théoriques de cette discipline, cet ouvrage fait le point sur cette sociologie de et dans la ville.



6. Les Revues

Les Politique sociales, « Supervisions Analyses, témoignages et perspectives » 1 & 2 / 2007, (ss la Dir. de) P. Lodewick et G. Piroton

On trouvera dans cette revue des contributions portant sur la définition, les modalités pratiques, les différentes formes que revêt la supervision ainsi que sur les conditions d'exercice et d'accès de cette nouvelle profession, sa reconnaissance, sa déontologie, sa cohabitation avec des pratiques voisines d'accompagnement et de soutien notamment le *coaching*.

Disponible sur commande adressées à beauquin@infonie.be Ou LES POLITIQUES SOCIALES, av. Sleenckx, 84 - B 1030 Bruxelles - Editeur responsable Marie-Anne Beauquin
Tél. [32] (2) 356 93 18 • Fax [32] (2) 242 41 89

Négociations, Le numéro de printemps, 2007/ 1, vol. 4, de la revue vient de paraître aux éditions De Boeck, Directeurs de publication : **Olgiard Kutý** et **Christian Thuderoz**.

Au sommaire du septième numéro de cette revue, francophone et internationale, vous trouverez :

- **en varia**, les article de :

Jean-Marc Siroën : L'OMC et les négociations commerciales multilatérales

Benoît Bernard : L'impact d'un indicateur de gestion dans la négociation sylvicole : du huis clos à la cage de verre

Patrick Germain : La coopération culturelle intercommunale : un espace de négociation aménagé

Jeanne Duvallet, Alexis Garapin, Daniel Llerena : Coordination par la négociation : une étude expérimentale

Elizabeth Volckrick : « Intervenir en tiers aujourd'hui »

- **Rubrique Forum « Questions de vocabulaire »**

Laurence de Carlo : « Les différentes phases du vocabulaire de la négociation »
Noelle Aarts : « Rhétorique et réalités des délibérations publiques »

- **Rubrique « Grand Entretien » :**

Robert McKersie : « Qu'est-ce qui est le plus difficile, la négociation à la table principale, ou la négociation loin de la table, souvent appelée 'la seconde table' ? »

- **Rubrique « Bonnes feuilles » :**

Richard Walton et Robert McKersie : Négociations sociales en relations internationales et pour les droits civiques (traduction du chapitre 11 de l'ouvrage « *A Behavioral Theory of Labor Negotiations : An Analysis of a Social Interaction System* », 1965)

- **Rubrique « Pédagogie / Formation »**

Reynald Bourque et Jean-Guy Bergeron : « Évaluation d'un programme de formation aux approches de résolution de problèmes en négociation collective »

- **Rubrique « Notes de lecture / Relectures »**

Un formulaire d'abonnement (60 euros) ou d'achat au numéro (35 euros) est disponible sur le website de la revue : <http://universite.deboeck.com/revues/negotiations/>

Vous y trouverez les objectifs de la revue, la liste de ses animateurs et les membres du comité de rédaction et du conseil scientifique, les sommaires des numéros précédents ainsi que **les conseils aux auteurs pour l'envoi d'articles**.

Les articles de la revue « Négociations » sont disponibles en ligne, sur le site de Cairn, le portail de revues en sciences sociales et humaines, à l'adresse :
http://www.cairn.info/revue.php?ID_REVUE=NEG

Contact : Christian.Thuderoz@insa-lyon.fr ou O.Kuty@ulg.ac.be

